Les crédits

C'est un constat d'évidence qu'une industrie qui s'emploie à fabriquer des munitions n'aura pas les mêmes besoins, le même processus, les mêmes attentes face à la reconversion qu'une industrie qui, par exemple, fabrique des satellites de télécommunication. Voilà la réalité canadienne qui est de dire que dans chacune des régions on a développé un type bien précis de marché de production de matériel de défense.

Il ne faut jamais oublier que ce débat en est un d'avenir, c'est un débat qui montre combien l'opposition officielle est avant-gardiste. Je vois mon collègue d'en face opiner du bonnet et il me fait plaisir de le voir souscrire à notre constat de lucidité.

● (1035)

Il ne faut jamais oublier que le processus de la reconversion est un processus à moyen terme; on parle de cinq ans, six ans, sept ans. Et c'est maintenant qu'il faut poser les jalons vers cette reconversion. Il faut admettre qu'il y a certaines régions au Canada qui sont rendues plus loin que d'autres dans la réflexion, parce que, s'il y a un point de référence qu'on ne doit jamais oublier, il n'y a pas de reconversion possible sans un travail intense et assidu de concertation. Et nous, au Québec, on est rendu passablement loin dans ce travail de concertation.

On est rendu passablement loin parce que, dès l'après-récession de 1981, des acteurs majeurs au Québec ont étudié cette voie-là comme voie de relance économique. Et vous avez les syndicats, avec la CSN en tête, qui a tenu, encore pas plus tard que l'an passé, un colloque en la matière. Vous avez même le Conseil du patronat, très peu suspect de sympathie souverainiste, qui, me dit-on, a ses entrées auprès des ministres. Vous avez également l'actuel gouvernement du Québec; on ne parle pas d'un obscur gouvernement séparatiste à venir, on parle d'un gouvernement orthodoxe fédéraliste qui est prêt à s'engager et qui demande au gouvernement fédéral de mettre à la disposition de ses entreprises de l'argent pour faire oeuvre de reconversion.

Le gouvernement n'aura pas le choix parce qu'il existe un lien direct. Et c'est ce que l'opposition officielle veut faire comme démonstration aujourd'hui, qu'il existe un lien direct entre la dépendance des entreprises québécoises envers l'industrie militaire et les mises à pied immédiates auxquelles elle procède.

Permettez-moi de vous donner six exemples très concrets qui devraient motiver le gouvernement à agir avec beaucoup plus de célérité qu'il ne l'a fait jusqu'à maintenant. J'aurais pu en prendre une cinquantaine, mais j'en ai choisi six parce que je suis soucieux de tenir mon temps.

Alors, Bendix Avelex, une entreprise dans le secteur de l'aéroélectronique, à 70 p. 100 dépendante du marché militaire, a procédé à 35 mises à pied entre 1990 et 1994. Et vous allez voir que plus la dépendance augmente, plus les mises à pied sont massives.

Expro, dont on aura le plaisir d'entendre parler avec abondance, puisque le député de la région interviendra tantôt, fabrique des munitions: 70 p. 100 de dépendance allant vers le marché militaire, 300 mises à pied.

Héroux, dans le domaine de l'aéronautique: 80 p. 100 de dépendance envers le marché militaire, 131 mises à pied.

MIL Davie qu'on connaît bien, dont on a, à plusieurs reprises, parlé en cette Chambre: 91 p. 100 de coefficient de dépendance,

2 740—vous avez bien compris, monsieur le Président, 2 740—mises à pied. Inacceptable! Indigne! Une catastrophe sociale.

Oerlikon qu'on connaît, systèmes terrestres et missiles: 100 p. 100 de dépendance, 410 mises à pied. Et Paramax: 100 p. 100, 1 000 mises à pied.

Alors, je ne sais pas si le ministre de l'Industrie est aussi ébranlé que moi, car je l'entends intervenir. Je partage son désarroi et je lui offre ma collaboration, comme l'ensemble de l'opposition officielle. Et c'est pour ça que nous disons à ce gouvernement qu'il y a urgence. Cessez les tergiversations et procédons ensemble; nous sommes prêts, nous, à titre d'opposition officielle.

On a entendu par le passé des ministériels nous dire: «Vous ne vous préoccupez seulement que de dossiers québécois; vous n'avez pas une vision nationale; vous ne jouez pas véritablement votre rôle.» Voilà un secteur où toutes les régions du Canada sont concernées, et au premier chef, le Québec. Et nous disons: Vous l'avez ce véhicule qui, moyennant bonification, peut nous amener, si le gouvernement est sérieux, à offrir un véritable soutien aux entreprises qui veulent procéder à une véritable reconversion. Et ce véhicule, il faut le rappeler pour nos auditeurs qui suivent ce débat, c'est le PPIMD. Et on va voir jusqu'à quel point le gouvernement est sérieux, parce qu'il y a des budgets importants dans ce programme-là; on parle de 225 millions de dollars.

Et si on veut faire oeuvre utile, il faut que ce budget-là soit modulé à partir de considérations régionales et que ce soit les véritables acteurs des régions qui travaillent ensemble, en concertation, à faire en sorte qu'on tende vers la reconversion.

Vous m'indiquez que mon temps de parole est écoulé, monsieur le Président. Je veux tout simplement dire au gouvernement que nous sommes extrêmement désireux de collaborer avec lui dans ce dossier-là parce que nous croyons véritablement, en toute conscience, qu'il y a urgence en la matière.

● (1040)

[Traduction]

M. Dennis J. Mills (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie): Monsieur le Président, je voudrais dire au départ, par votre entremise, au député d'Hochelega—Maisonneuve que nous apprécions le débat d'aujourd'hui, ainsi que l'esprit et le ton de ses observations, et que nous allons, nous aussi, être constructifs et précis dans nos réponses.

Soit dit en passant, comme le député, je trouve que sa circonscription, à Montréal, est l'une des plus belles régions du pays et un jour, lorsqu'il viendra à Toronto, j'espère qu'il aura la même opinion que moi de ma ville.

La reconversion des industries militaires à des applications civiles est une chose à laquelle notre gouvernement attache beaucoup d'importance. Le député a donné de nombreux exemples de gens hautement qualifiés qui, à la suite de licenciements et le reste, se sont retrouvés sans emploi, dans une situation catastrophique. Nous sommes au courant et nous agissons.

Je pense que nous devons examiner la question dans une perspective plus large et songer peut-être à de nouveaux instruments pouvant nous permettre de faciliter cette reconversion. Je voudrais donner un exemple précis. Amortech est une société